

# Les métamorphoses du nationalisme

L'idée nationale est née avec les révolutions du XVIII<sup>e</sup> siècle, puis elle a embrasé le monde entier. Resurgirait-elle ?

---

L'Obs · 30 Nov 2017 · Par FRANÇOIS REYNAERT

---

On l'a vu à l'oeuvre derrière la poussée de l'extrême droite aux récentes élections allemandes et autrichiennes, ou lors de la terrifiante marche du 11 novembre en Pologne. On l'emploie aussi pour parler de ce qui se passe en Catalogne, qui n'est pourtant guère comparable à ce qui précède. Le nationalisme, qui fait son grand retour, est clairement une notion clé de notre siècle, mais ses contours semblent flous. Tâchons de les définir en revenant sur son histoire.



Au regard des siècles, il est fort récent. Le mot même de « nation », qui forme son radical, n'est pas bien vieux non plus, au moins dans son acception actuelle. Ce que nous appelons l'identité nationale, c'est-à-dire le sentiment de communauté qu'éprouvent les habitants d'un même pays, apparaît peu à peu à partir du xve siècle – en tout cas en France et en Angleterre –, mais elle est sans traduction politique. Pendant tout l'Ancien Régime, l'appartenance passe par la fidélité à un monarque, à une dynastie, et le sentiment de communauté s'arrête à la barrière du rang : un noble français se sent plus proche d'un noble allemand que du paysan de son fief. Il faut attendre les deux grandes révolutions du xviii<sup>e</sup> siècle, américaine d'abord, française ensuite, pour créer une réalité nouvelle. Le Congrès de Philadelphie, qui déclare l'indépendance américaine (1776), puis les députés des Etats généraux qui, au Jeu de Paume, se déclarent « assemblée nationale constituante » (juin 1789), inversent l'ordonnancement politique du monde : désormais la souveraineté n'émane plus d'un roi, appuyé sur des ordres, elle vient du peuple, de tous ceux qui sont nés dans le pays donné, une « nation » (du latin *natus*, « né »).

Exporté par les guerres révolutionnaires, porté par le romantisme, ce principe se répand comme une fièvre à travers l'Europe au xixe siècle. Peu à peu, tous les peuples – grec, serbe, bulgare, hongrois, polonais (ils forment alors des minorités dans les Empires ottoman, autrichien ou russe), ou allemand et italien (éclatés en

de multiples petites entités) – redécouvrent une langue, exhument un passé (souvent reconstruit et mythifié) et se découvrent former une nation. Ils se mettent donc à lutter pour leur indépendance. Le « principe des nationalités », comme on le nomme, est alors une idée libérale, démocratique, marquée clairement à gauche. Les pouvoirs en place, les empereurs, les princes, haïssent ces revendications qui osent bousculer l'ordre ancien. Le sommet du mouvement est atteint avec l'épidémie de révolutions de 1848 : le « printemps des peuples ». Partout la réaction triomphe et les écrase. Seulement, dans les décennies suivantes, elles sont phagocytées par l'autre camp, celui des princes. Ce sont finalement des rois – Victor-Emmanuel de Sardaigne et son ministre Cavour; Guillaume de Prusse et son ministre Bismarck – qui, par la guerre et non par la révolution, font l'unité de l'Italie (1870) et de l'Allemagne (1871). Et, tandis que l'idée nationale a basculé à droite, une partie de la gauche, devenue socialiste, s'en détache. Au nom de la lutte des « prolétaires de tous pays », elle est devenue internationaliste.

C'est dans ce contexte qu'apparaît l'idéologie nouvelle : le nationalisme. Elle n'a plus grand-chose de libéral et de fraternel. Au contraire, elle exalte la supériorité, la puissance de la nation, qui n'est plus un but politique à atteindre, mais une idole à vénérer. « Le patriotisme, écrira joliment Romain Gary, c'est l'amour des siens. Le nationalisme, c'est la haine des autres. » En France il est au pinacle au moment de l'affaire Dreyfus (1894-1906), et ses grands chantres, Maurice Barrès puis Charles Maurras, en définissent les contours en exaltant la « terre et les morts », en se perdant dans une histoire mythifiée, en sonnant le tocsin contre tous les ennemis, extérieurs – allemands ou anglais – et intérieurs – les juifs, les francs-maçons, les protestants, les « métèques ». Il existe dans les mêmes termes, au même moment, en Allemagne, en Russie en Angleterre. Belliciste par nature, il est une des causes évidentes de la Première Guerre mondiale. Puis, après elle, il réapparaît sous une forme plus hideuse encore, avec l'hitlérisme et le fascisme, dont il est une des composantes.

Seulement, durant ce même xxe siècle, l'idée nationale resurgit dans le cadre de la décolonisation : comme les Européens un siècle et demi plus tôt, les peuples colonisés se découvrent une identité « nationale », et revendiquent leur liberté, au nom d'un « nationalisme » qui a plus à voir avec celui du début du xixe qu'avec celui de Barrès. C'est l'origine de l'ambiguïté actuelle. Clairement, le combat des indépendantistes catalans prétend se situer dans la tradition anticoloniale. On peut, à bon droit, estimer que cette posture relève de l'escroquerie : l'Espagne est un Etat de droit, et aucun Catalan n'y a jamais été traité en indigène. On doit aussi les distinguer des porteurs de torche de Varsovie ou des militants de l'extrême droite allemande, qui, eux, avec leur xénophobie et leur obsession de pureté ethnique, sont clairement dans la tradition haineuse de la fin du xixe.